

PLAN

AXE N°1: Quelles bourses peuvent être solliciter ?

- 1-Agence Nationale de gestion du Micro crédit « ANGEM ».
- 2- Agence Nationale de de Soutien à l'Emploi de Jeunes « ANSEJ».
- 3-Caisse Nationale d'Assurance Chômage « CNAC ».
- 4-SOFINANCE.

AXE2: Comment sécuriser l'innovation/projet entrepreneurial?

- Cas de l'Institut National Algérien de la Propriété Industrielle (INAPI) , partenaire (conventionnée) de l'UB1 en matière de protection de la propriété

AXE3: Quels Business Plan développer?

- 1- Initiation à la conception du business plan
- 2- Conception du Business Plan de la TPE (Très Petite Entreprise).
- 3- Conception du Business Plan de la PME-PMI :

Quelles bourses peuvent être solliciter ?

Institutions de financement de l'entrepreneuriat



586418-EPP-1-2017-1-MA-EPPKA2-CBHE-JP

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union





l'Agence Nationale de gestion du Micro crédit

« ANGEM »

1. Aperçu historique

Outil de lutte contre la précarité, le micro-crédit a permis à des démunis d'accéder à des conditions de vie améliorées en créant leur propre activité génératrice de revenus.

Il n'a pas connu, dans sa formule initiale, le succès souhaité par les pouvoirs publics en raison d'un manque d'accompagnement dans les phases de maturation et de suivi dans la réalisation des projets.

Ce constat a été relevé lors du séminaire international organisé en décembre 2002 sur «l'expérience du micro crédit en Algérie».

Les recommandations faites lors de ce regroupement d'experts de la micro-finance ont conduit à la création d'une institution spécialisée dénommée «Agence Nationale de Gestion du Micro-crédit», créée par le décret exécutif No 04-14 du 22 janvier 2004.



l'Agence Nationale de gestion du Micro crédit

« ANGEM »

2. L'ANGEM, objectifs et missions:

2.1 Objectifs:

- **La lutte contre le chômage et la précarité** dans les zones urbaines et rurales en favorisant l'auto-emploi, le travail à domicile et les activités artisanales et de métiers, en particulier chez la population féminine ;
- **La stabilisation des populations** rurales dans ses zones d'origine par l'émergence d'activités économiques, culturelles, de production de biens et services, génératrices de revenus ;
- **Le développement de l'esprit d'entrepreneuriat** qui remplacerait celui d'assistanat, et aiderait ainsi à l'intégration sociale et à l'épanouissement individuel des personnes ; L'ANGEM représente un instrument de réalisation de la politique du gouvernement pour la lutte contre le chômage et la précarité.

2.2 Missions :

- **Gérer** le dispositif du micro-crédit conformément à la législation et la réglementation en vigueur ;
- **Soutenir, conseiller et accompagner** les bénéficiaires du micro-crédit dans la mise en œuvre de leurs activités ;
- **Notifier** aux bénéficiaires dont les projets sont **éligibles** au dispositif, les **différentes aides** qui leur sont accordées ;
- **Assurer le suivi des activités réalisées** par les bénéficiaires en veillant au respect des clauses des cahiers des charges qui les lient à l'Agence.
- **Assister les bénéficiaires** du micro-crédit, en cas de besoin, auprès des institutions et organismes concernés par la mise en œuvre de leurs projets.





l'Agence Nationale de gestion du Micro crédit

« ANGEM »

3. Services offerts

3.1 Les services financiers

Le dispositif permet deux (02) formules de financement, dont une avec le concours d'une des cinq (05) banques publiques partenaires.

1ère Formule : Prêts pour Achat de Matières Premières (ANGEM – Promoteur)

Il s'agit de microcrédits non rémunérés octroyés directement par l'ANGEM au titre de l'achat de matières premières. Ils ne dépassent pas les 100.000 DA. Ils sont destinés à financer ceux ou celles disposant d'un petit équipement et outillage mais qui sont dépourvus de moyens financiers pour l'achat de matières premières pour entreprendre et/ou relancer une activité. Ce montant est élevé à 250000 DA au niveau de dix wilayas du Sud. La durée de remboursement ne peut dépasser 36 mois.

2ème Formule : Financement Triangulaire (ANGEM – Banque – Promoteur)

Concerne des crédits octroyés par la banque et l'ANGEM au titre de création d'activité par l'acquisition de petits matériels, matières premières de démarrage et au paiement des frais nécessaires au lancement de l'activité. Le montant du projet est plafonné à 1.000.000 DA. Le financement se présente comme suit :

- un prêt bancaire de 70%, bonifié à 100%;
- un prêt ANGEM non rémunéré de 29% ;
- un apport personnel de 1%.





l'Agence Nationale de gestion du Micro crédit

« ANGEM »

Avantages

- Les délais de remboursement peuvent aller jusqu'à 8 années avec un différé de trois (3) années pour le remboursement du crédit bancaire.
- Il est à préciser que le taux d'intérêt bancaire est bonifié à hauteur de 100% du taux fixé par les banques et les établissements financiers. .
- Le dispositif est doté d'un fonds de garantie des crédits accordés par les banques, dénommé « Fonds de Garantie Mutuelle des Microcrédits – FGMMC ».
- Une exonération totale de l'impôt sur le revenu global ou de l'impôt sur les bénéfices des sociétés pendant une période de trois (3) années;
- Une exonération de la taxe foncière sur les constructions servant aux activités exercées, pour une durée de trois (3) ans;
- Un abattement d'impôt sur le revenu global ou l'impôt sur les bénéfices des sociétés, ainsi que sur la taxe sur l'activité professionnelle, dus à l'issue de la période des exonérations, pendant les trois premières années d'imposition, comme suit ;
 - 1ère année d'imposition : un abattement de 70 % ;*
 - 2ème année d'imposition : un abattement de 50 % ;*
 - 3ème année d'imposition : un abattement de 25 %.*

Les droits de douanes relatifs aux équipements importés entrant directement dans la réalisation de l'investissement, sont déterminés par l'application d'un taux de 5 %.





l'Agence Nationale de gestion du Micro crédit

« ANGEM »

3.2. Les services non financiers

- **Accompagnement, conseil** : L'ANGEM assure un accueil et un accompagnement gracieux et personnalisés des populations, compte tenu de leurs spécificités, tout en assistant les promoteurs dans toutes les démarches relatives à la création d'activité: identification de l'idée, aide au murissement des projets et appui au démarrage des activités.
- **Suivi** : Un suivi de proximité régulier, visant la pérennisation et la rentabilité sociale et économique des activités créées.
- **Formations** : Ce sont des formations dispensées au profit des bénéficiaires. Ces formations sont adaptées aux niveaux d'instruction des promoteurs et à la taille des activités créées.
- **Tests de validation des acquis professionnels** : Une grande partie des populations ciblées sont dépourvues de diplômes pour prétendre à des crédits bancaires bien qu'elles jouissent d'un savoir-faire. L'ANGEM les accompagne auprès d'institutions et organismes habilités pour valider et attester ces savoir-faire.
- **Organisation de salon d'exposition/vente** : L'organisation de salons d'exposition et de vente des produits issus des activités développées dans le cadre du Micro Crédit notamment au profit des femmes travaillant à domicile.





الوكالة الوطنية لدعم تشغيل الشباب

Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes

1. Conditions d'éligibilité:

- Etre âgé (s) de 19 à 35 ans. Lorsque l'investissement génère au moins trois (3) emplois permanents (y compris les jeunes promoteurs associés dans l'entreprise) l'âge limite du gérant de l'entreprise créée pourra être porté à quarante (40) ans.
- Etre titulaire d'un diplôme, d'une qualification professionnelle et/ou posséder un savoir –faire reconnu.
- Mobiliser un apport personnel sous forme de fonds propres qui varie selon le type de financement et le niveau de l'investissement.
- Ne pas occuper un emploi rémunéré au moment de l'introduction du formulaire d'inscription pour bénéficier de l'aide.
- Etre inscrit auprès des services de l'Agence Nationale de l'Emploi comme chômeur demandeur d'emploi.
- Ne pas être inscrit au niveau d'un centre de formation, institut ou université au moment de l'introduction de la demande d'aide, sauf s'il s'agit d'un perfectionnement dans son activité.
- Ne pas avoir bénéficié d'une mesure d'aide au titre de la création d'activité.



586418-EPP-1-2017-1-MA-EPPKA2-CBHE-JP

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union





الوكالة الوطنية لدعم تشغيل الشباب

Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes

3. Services offerts

3.1 Les services financiers

Le montant maximum de l'investissement est de dix Millions de Dinars (10.000.000 DA), pour chacune des phases : création ou extension.

3.1.1 Modes de financement :

Le dispositif prévoit deux modes de financement :

- Le financement triangulaire ;
- Le financement mixte.

a) Financement triangulaire :

Le financement triangulaire est constitué de :

- Apport personnel du jeune promoteur.
- Prêt non rémunéré de l'ANSEJ (PNR).
- Crédit bancaire bonifié à 100% pour tous les secteurs d'activités, garanti par le Fonds de Caution Mutuelle de Garantie Risques/Crédits Jeunes Promoteurs



586418-EPP-1-2017-1-MA-EPPKA2-CBHE-JP

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union





الوكالة الوطنية لدعم تشغيل الشباب

Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes

- Structure financière
- Niveau 1

Montant de l'investissement	Prêt non rémunéré (ANSEJ)	Apport personnel	Crédit bancaire
Jusqu'à 5.000.000DA	29 %	1%	% 70

- Niveau 2

Montant de l'investissement	Prêt non rémunéré (ANSEJ)	Apport personnel	Crédit bancaire
De 5.000.001 DA à 10.000.000 DA	28 %	2%	% 70



الوكالة الوطنية لدعم تشغيل الشباب

Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes

b) Financement Mixte :

Le financement mixte est constitué de :

- Apport personnel du jeune promoteur
- Prêt non rémunéré de l'ANSEJ (PNR)

• **Structure financière**

• **Niveau 1**

Montant de l'investissement	Prêt non rémunéré (ANSEJ)	Apport personnel
Jusqu'à 5.000.000DA	29 %	% 71

• **Niveau 2**

Montant de l'investissement	Prêt non rémunéré (ANSEJ)	Apport personnel
De 5.000.001 DA à 10.000.000 DA	28 %	% 72



الوكالة الوطنية لدعم تشغيل الشباب

Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes

4- Avantages ANSEJ:

a) Durant de réalisation de l'investissement

- Exemption du droit de mutation à titre onéreux pour les acquisitions immobilières effectuées dans le cadre de la création d'une activité industrielle.
- Exonération des droits en matière d'enregistrement pour les actes constitutifs de sociétés.
- Application du taux réduit de 5% en matière de droits de douane pour les équipements entrant directement dans la réalisation de l'investissement.





الوكالة الوطنية لدعم تشغيل الشباب

Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes

b) Durant la phase d'exploitation

- Exonération de la taxe foncière sur les constructions et additions de constructions pour une période de 03 ans, 06 ans ou 10 ans , selon le lieu de l'implantation du projet, et ce, à compter de la date de sa réalisation.
- Un abattement d'impôt sur le revenu global (IRG) ou l'impôt sur les bénéfices des sociétés (IBS), selon le cas, ainsi que sur la taxe sur l'activité professionnelle (TAP) à l'issue de la période d'exonération, pendant les trois premières années d'imposition comme suit :
 - 1ère année d'imposition : un abattement de 70 % ;
 - 2ème année d'imposition : un abattement de 50 % ;
 - 3ème année d'imposition : un abattement de 25 %.
- Exonération totale de l'Impôt Forfaitaire Unique (IFU) ou de l'imposition d'après le régime du bénéfice réel pour une période de <<03 ans, 06 ans ou 10 ans>>, selon le lieu de l'implantation du projet, et ce, à compter de la date de sa mise en exploitation.

Cette période d'exonération peut être prorogée de deux (2) années, lorsque le promoteur s'engage à recruter au moins trois (3) employés à durée indéterminée. Le non-respect des engagements liés au nombre d'emplois créés entraîne le retrait des avantages et le rappel des droits et taxes qui auraient dû être acquittés.

Toutefois, les investisseurs -personnes physiques au titre de l'impôt forfaitaire unique- demeurent assujettis au paiement d'un minimum d'imposition correspondant à 50% du montant de l'IFU (10 000 DA), prévu dans le code des impôts, pour chaque exercice, et ce, quel que soit le chiffre d'affaires réalisé.



Caisse Nationale d'Assurance Chômage « CNAC »

1. Présentation de la caisse nationale d'assurance chômage (CNAC)

Depuis sa création en 1994, en tant qu'institution publique de sécurité sociale, (*sous tutelle du Ministère du Travail de l'Emploi et de la Sécurité Sociale*) ayant reçu pour vocation d'atténuer ou « amortir » les effets sociaux consécutifs aux licenciements massifs de travailleurs salariés du secteur économique décidés en application du plan d'ajustement structurel (*PAS*), la CNAC a connu différentes étapes dans son parcours, toutes caractérisées à chaque fois par la prise en charge de nouvelles missions qui lui sont confiées par les pouvoirs publics :

a)-L'indemnisation du chômage

A partir de 1994, la CNAC met en application le régime juridique d'indemnisation du chômage au profit des travailleurs salariés ayant perdu involontairement leur emploi pour des motifs économiques

b)- Les mesures actives

A partir de 1998 et jusqu'en 2004, la CNAC met en œuvre, les mesures actives destinées à la réinsertion des chômeurs allocataires que sont l'aide à la recherche d'emploi et l'aide au travail indépendant par un personnel spécialement recruté et formé – **les conseillers animateurs** – et dans des centres dotés d'infrastructures et d'équipements également destinés à cette fin

Caisse Nationale d'Assurance Chômage « CNAC »

c)- L'aide à la création d'activités pour les chômeurs promoteurs âgés de 35 à 50 ans

Dans le cadre du Plan, de soutien à la croissance économique (*PSCE*), consacré à la lutte contre le chômage et la précarité, la CNAC s'est employée, à partir de 2004, en priorité à la mise en œuvre du dispositif de soutien à la création d'activité pour les chômeurs promoteurs âgés de 35 à 50 ans et ce jusqu'à juin 2010.

d)- Le dispositif de Soutien à la création et à l'extension d'activités pour les chômeurs promoteurs âgés de 30 à 50 ans

Dés 2010 de nouvelles dispositions ont permis à la population âgée de 30 à 50 ans d'accéder à ce dispositif plusieurs avantages notamment, le montant global du seuil d'investissement porté à 10 millions de DA au lieu de 5 millions de DA ainsi que la possibilité de l'extension des capacités de production de biens et de services pour les promoteurs qui ont déjà leur activité ainsi que les bonifications sur les intérêts du crédit bancaire à 100%.



Caisse Nationale d'Assurance Chômage « CNAC »

2. Financements et avantages CNAC:

Les différents niveaux et montures de financements sont identiques à ceux de l'ANSEJ. Idem pour les avantages fiscaux et parafiscaux,

La différence se situe uniquement à tranche d'âge ciblée (35-50 ans),

3-Interets de l'université vis-à-vis de la CNAC:

- Elargir le portefeuille partenaires-entrepreneuriat à tous les acteurs existants,
- Prendre en charge les universitaires seniors qui ont acquis de l'expérience en tant qu'employés ou des chômeurs universitaires de longue durée,
- Enfin, relancer l'idée de la création de l'entreprise notamment d'innovation dans le monde des chercheurs universitaires,
- Profiter des formateurs aguerris de la CNAC notamment dans les techniques de la recherche de l'emploi,





Fonds de Caution Mutuelle de Garantie Risques (FCMGR)

Rôle du Fonds de Garantie:

Placé sous la tutelle de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale, le Fonds de Caution Mutuelle de Garantie Risques/Crédits Jeunes Promoteurs a été créé pour conforter davantage les banques dans la prise des risques inhérents au financement des micro entreprises créées.

La garantie du fonds complète celles déjà prévues par le dispositif, à savoir :

Le nantissement des équipements et/ou le gage du matériel roulant au profit des banques au 1er rang et au profit des différents dispositifs (ANGEM, ANSEJ, CNAC) au 2ème rang;

L'assurance multirisque subrogée au profit de la banque.

Qui adhère au fonds de garantie ?

Les adhérents au Fonds de Caution Mutuelle de Garantie Risques/Crédits Jeunes Promoteurs sont d'une part, les banques ayant accordé des crédits pour la création de micro entreprises dans le cadre des différents dispositifs (ANGEM, ANSEJ, CNAC), et d'autre part, les jeunes promoteurs ayant opté pour la formule de financement triangulaire pour réaliser leurs projets.

Modalité d'adhésion:

- Le promoteur adhère au Fonds de Caution Mutuelle de Garantie Risques/Crédits Jeunes Promoteurs après la notification de l'accord bancaire. Son adhésion est un préalable au financement de son projet.
- Le montant de la cotisation au Fonds de Caution Mutuelle de Garantie Risques/Crédits Jeunes Promoteurs est calculé sur la base du crédit bancaire accordé et de sa durée.
- Le promoteur procède au versement de la cotisation en une seule fois au compte local du Fonds de Caution Mutuelle de Garantie Risques/Crédits Jeunes Promoteurs. La cotisation est de 0,35% du montant du crédit accordé par la banque.



SOFINANCE spa, Société Financière d'Investissement

1. PRÉSENTATION

SOFINANCE spa, Société Financière d'Investissement, de Participation et de Placement, est un établissement financier public agréé par la Banque d'Algérie le 09 janvier 2001, doté d'un capital social de 10.000.000.000 DA.

Son objet social comprend tous les métiers développés par la banque universelle à l'exclusion des dépôts clientèle et la gestion des moyens de paiements.

Son champ d'action couvre les activités financières telles que :

- Le financement en crédit-bail (leasing)
- La participation au capital
- Le crédit classique et les engagements par signature
- Le conseil et assistance aux entreprises



SOFINANCE spa, Société Financière d'Investissement

2-MISSIONS ET ACTIVITÉS

L'objectif principal assigné à **SOFINANCE** est de contribuer à la consolidation et à la relance de l'économie en instaurant une nouvelle démarche dans le financement des entreprises.

Les principales missions de SOFINANCE sont :

- La modernisation de l'appareil de production par les investissements de mise à niveau et de modernisation,
- La densification du tissu industriel à travers des opérations de filialisation, de cession et de fusion et de création d'entreprise
- Le redressement des entreprises publiques,
- La recherche de partenaires techniques et/ou financiers pour des prises de participation.

La résolution du Conseil des Participations de l'Etat (CPE) du 20 octobre 2003 élargit les interventions de SOFINANCE aux missions suivantes :

- Assistance et conseil aux Entreprises Publiques Economiques (EPE) dans les opérations de privatisation et de cession de la phase d'évaluation à la phase de cession.
- Conseil aux EPE au titre de la promotion de l'outil public.
- Gestion des ressources publiques marchandes non-affectées.
- Développement d'un centre d'Ingénierie Financière pour le CPE au bénéfice des EPE.

Dans ce cadre SOFINANCE intervient :

- En fonds propres en participant au capital des entreprises (en création ou en développement).
- Par des financements en crédit-bail.
- Par des crédits directs et des garanties de prêts.
- Dans l'assistance et conseil aux entreprises





SOFINANCE spa, Société Financière d'Investissement

2,1-PARTICIPATION AU CAPITAL

C'est un financement qui consiste en des apports en numéraire aux fonds propres des entreprises en création , développement, ,restructuration ou transmission.

SOFINANCE devient un actionnaire actif ,et cède ses parts sociales au terme d'une période définie dans le pacte des actionnaires.

Les avantages :

- Des ressources financières supplémentaires pour financer votre projet en dehors
- La capacité d'endettement demeure et augmente vis-à-vis d'autres créanciers (Banque)
- Un partenaire utile à travers le conseil et l'assistance dans la gestion de la société

Secteur d'activité :

Toute activité de production de biens et de services à l'exclusion des activités de

Les modes d'intervention :

SOFINANCE intervient avec ses fonds propres ou sur fonds d'investissement d

Modalités de participations :

Durée de la participation : entre 5 à 7 ans.

Modalités de prise de participation : pas plus de 49% du capital social de l'entreprise.

Modalités de sortie : la sortie de **SOFINANCE** se fait sur la base de cession de ces actions aux actionnaires ou sur le marché financier suivant le pacte d'actionnaires.

Pour les participations sur fonds d'investissement de wilaya : **Le montant est fixé à 50 000 000 DA.**



586418-EPP-1-2017-1-MA-EPPKA2-CBHE-JP

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union





SOFINANCE spa, Société Financière d'Investissement

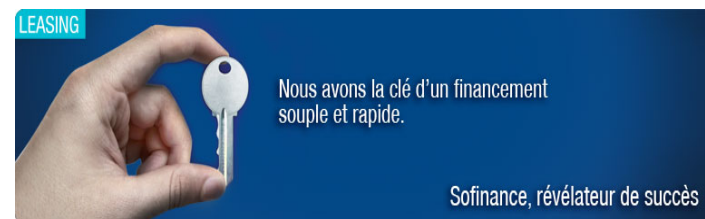
2.2 LEASING

Leasing mobilier: **SOFINANCE**, acquiert un bien d'équipement, selon la demande du client et le met à la disposition de ce client en contrepartie d'un loyer. Le locataire dispose de la pleine jouissance du bien et en devient propriétaire à la fin de la période de location.

Leasing immobilier: **SOFINANCE**, acquiert des biens immobiliers, à usage professionnel, selon les besoins des demandeurs (entreprise) et les leur met à disposition en contrepartie d'un loyer. Le bien est mis à profit du client qui en deviendra propriétaire en fin de période de location.

Avantages :

- Les fonds propres de votre entreprise ne sont pas mobilisés.
- Procédure très simplifiée.
- Délais de réponse réduits.
- Financements de la totalité de l'investissement.
- Loyers fiscalement déductibles.
- Matériels amortissables sur la durée du contrat.
- TVA étalée sur la durée du contrat.
- Cession du matériel en fin de contrat à une valeur résiduelle de 5 000 DA.
- Avantages ANDI: rétrocession au crédit bailleur dans le cadre de l'opération.



Nos modalités de financement

- 1er loyer modulable.
- Durée de contrat: de 3 à 5 ans.
- Modalité de paiement des loyers : mensuelle ou trimestrielle.

Biens d'équipement financés en leasing mobilier : - Engins de travaux publics- Matériels roulants professionnels- Equipements de levage et de manutention- Equipements industriels.- Equipements médicaux...





SOFINANCE spa, Société Financière d'Investissement

2.3 CREDITS A MOYENS ET LONGS TERMES

Un prêt destiné au financement des projets d'investissement, de création, d'extension ou de modernisation de votre PME.

Avantages :

Financement sur mesure , selon vos besoins et votre projet d'investissement (création, extension ou modernisation).

Modalités de remboursement souples et flexibles.

Montant : jusqu'à 80% de votre investissement.

Taux d'intérêt : suivant les conditions de banque.

Durée : de 3 à 10ans.

Différé de paiement : vous pouvez bénéficier d'un différé de paiement.

Garanties : Les crédits peuvent être couverts par:

Garanties matérielles : Hypothèque ...

Garanties Financières : FGAR (fond de garantie de crédit).

Taux d'intérêt bonifié :

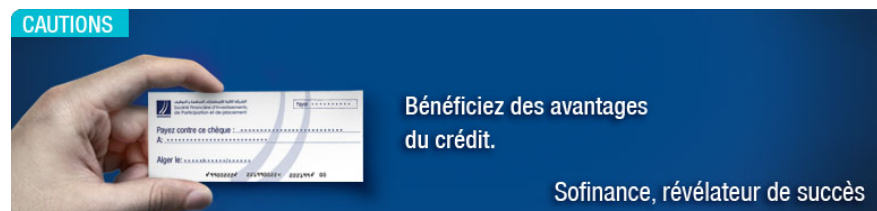
Suivant votre secteur d'activité et votre projet, vous pouvez bénéficier d'une bonification du taux d'intérêt (2%) lesquels sont pris en charge par le Trésor Public.





SOFINANCE spa, Société Financière d'Investissement

2.4 Cautions:



SOFINANCE, intervient dans le cautionnement des entreprises s'inscrivant notamment dans le cadre de la réalisation des marchés publics (infrastructures, projets économiques, ...).

Le cautionnement est matérialisé sous les formes suivantes :

- Cautions de soumission ou d'adjudication.
- Cautions sur avances (approvisionnement ou forfaitaire).
- Cautions de bonnes exécutions.
- Cautions douanières.

Ces cautions vont permettre aux entreprises bénéficiaires de présenter des garanties pour bénéficier des avances contractuelles, leur facilitant ainsi la réalisation des marchés et commandes publiques.

Secteurs cibles :

Les secteurs ciblés sont :

- Bâtiment
- Travaux publics
- Hydraulique
- Industrie...





SOFINANCE spa, Société Financière d'Investissement

CONSEIL ET ASSISTANCE



2.5 Conseils et assistances:

Le rapprochement et l'évaluation d'entreprises, les études de marchés ainsi que l'accompagnement dans la réalisation d'un projet constituent l'essentiel des métiers développés par **SOFINANCE** dans le conseil aux entreprises.

SOFINANCE, apporte des solutions adaptées aux besoins spécifiques des entreprises, investisseurs et repreneurs d'affaires sur toutes leurs opérations.

Evaluation des entreprises : selon différentes approches : comptable, patrimoniale, cash-flow...

Fusion & Acquisition : accompagnement juridique et financier dans la rédaction du protocole d'accord, de l'évaluation de la cible...

Rapprochement d'entreprises : mise en relation d'affaires dans le cadre de création de joint-venture, d'accords commerciaux...

Emissions obligataires : L'emprunt obligataire est un titre de créance qui permet de financer le développement de l'entreprise et d'augmenter les ressources financières en dehors du cadre traditionnel des banques en faisant appel à l'épargne publique ou institutionnelle.



586418-EPP-1-2017-1-MA-EPPKA2-CBHE-JP

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



Comment Sécuriser l'innovation/ projet entrepreneurial

l'Institut National Algérien de la Propriété Industrielle (INAPI) , partenaire
(conventionnée) de l'UB1 en matière de protection de la propriété



586418-EPP-1-2017-1-MA-EPPKA2-CBHE-JP

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union





Institut National Algérien de la Propriété Industrielle (INAPI)

1- Présentation de l'INAPI:

Placé sous la tutelle du Ministère de l'Industrie et des Mines, l'Institut National Algérien de la Propriété Industrielle (INAPI) a été érigé en établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) par Décret Exécutif n° 98-69 du 21 Février 1998 dans le cadre de la restructuration de l'INAPI mère (Institut Algérien de Normalisation et de Propriété Industriel).

L'Algérie est membre de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle et cela implique une dimension internationale de l'activité de l'INAPI qui s'exerce dans un cadre juridique très précis constitué par une législation nationale et des engagements internationaux.

Les perspectives de travail concernent outre la modernisation de l'Institut notamment par le biais des nouvelles technologies de la communication et de l'information, le développement de l'information au profit des opérateurs.

En effet, les questions de propriété industrielle demeurent assez peu maîtrisées dans le monde économique national. De même que le système national de recherche scientifique et technique doit être plus en rapport avec l'information contenue dans la bibliothèque des brevets détenue par l'INAPI. Cette bibliothèque constitue, en effet, une piste privilégiée d'accès à l'information sur l'état de la technique.





Institut National Algérien de la Propriété Industrielle (INAPI)

En renforçant son intervention sur ces six axes stratégiques, l'INAPI poursuivra son action d'agent du développement de l'économie et des entreprises algériennes et ce en facilitant le recours à la propriété industrielle qui constitue un élément clé d'une stratégie de développement économique reposant sur l'innovation :

Axe 1 Améliorer le service rendu aux utilisateurs à travers la réduction des délais de traitement des demandes.

Axe 2 Faciliter l'accès à l'information via un site internet inapi.dz.

Axe 3 Encourager le recours à la propriété industrielle afin de favoriser la croissance par l'innovation.

Axe 4 Contribuer à l'amélioration de l'environnement juridique et institutionnel.

Axe 5 Etre un acteur central de la lutte contre la contrefaçon.

Axe 6 Poursuivre sa transformation interne d'une culture de procédures à une culture de services.



586418-EPP-1-2017-1-MA-EPPKA2-CBHE-JP

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union





Institut National Algérien de la Propriété Industrielle (INAPI)

2. Missions de l'INAPI:

L'INAPI est tenue de réaliser deux missions principales, définies par l'article 07 du décret 98-68, portant statut de l'institut.

- Missions au profit de l'état (service public): mettre en œuvre la politique nationale de propriété industrielle.

-Missions en faveur des opérateurs économiques et chercheurs dont :

- L'examen, l'enregistrement et la protection des droits moraux (marques, dessins, modèles et appellations d'origines et Brevets d'invention);
- Faciliter l'accès aux informations techniques et mettre à la disposition du public toute documentation et information en rapport avec son domaine de compétence;
- Promouvoir, développer et renforcer la capacité inventive et innovatrice par des mesures d'incitation matérielles et morales.

Quel Business Plan développer ?



586418-EPP-1-2017-1-MA-EPPKA2-CBHE-JP

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



Quel Business Plan développer ?

1- Initiation à la conception du business plan

Le Business Plan est un outil important pour tout porteur d'idée, de projets ou d'envie de créer son propre entreprise, à cet effet l'UB1 entreprend des démarches de vulgarisation et des petits concours afin d'initier les étudiants ou chercheurs à mieux appréhender cet outil. Cette opération s'inscrit dans le cadre des journées d'information, ouvertes au grand public, est encadrée par des coachs locaux de l'université ou par des conseillers auprès des différents dispositifs d'aides de création de la micro-entreprise.

2- Conception du Business Plan de la TPE (Très Petite Entreprise) :

Dans un niveau plus précis et dans le cadre de la prise en charge effective et officielle, des porteurs de projets, l'UB1 adopte une stratégie pragmatique et opérationnelle qui consiste à créer une phase de pré-incubation, où un accompagnateur affilié à l'un des dispositifs (ANGEM, ANSEJ et CNAC) est réquisitionné, à chaque fois que le besoins se manifeste, pour établir, vérifier, discuter et valider tous les documents du dossier du porteur du projet, y compris le Business plan qui prend une part importante du temps consacré. Cette démarche a permis aux deux parties université et dispositif de réduire considérablement le taux de rejet des dossiers soumis à la commission d'éligibilité pour validation (respect de la nomenclature des activités autorisées, proposition objective en matière de la taille du budget souhaité, documents établis selon les spécifications de chaque dispositifs...).

Il est à noter que, sur le plan officiel, le business plan final est élaboré par les différents dispositifs au profit du porteur de projet à titre gracieux. Ce qui conforte notre approche.

Quel Business Plan développer ?

3- Conception du Business Plan de la PME-PMI :

L'expérience de la gestation de la PME-PMI (Petite et Moyenne Entreprise ou industrie) au niveau de l'UB1 n'a pas encore vu le jour à. Cependant , en matière de conception du Business Plan , concernant cette catégorie d'investissement , l'UB1 fera recours à nos partenaires du ministère de l'industrie à savoir:

- l'INAPI (Institut National pour la protection Industrielle), pour protéger le produit surtout quand il s'agit d'idée innovante.
- La SOFINACE, qui a parmi ses missions
- L'ANDPME (Agence Nationale pour le Développement de la Petite et Moyenne Entreprise), pour exploiter le porteur des experts agréés pour l'élaboration du business plan

Thank you for your attention

Contacts :Mr Bourouba Mohamed -Directeur Maison entrepreneuriat-Université Batna1-Algérie
e-mail:bourouba_med@yahoo,fr/[Tel:+213.6.99.20.30.40](tel:+213.6.99.20.30.40)/[+213.555.444.528](tel:+213.555.444.528)/fax:+213.33.31.90.80

"This project has been funded with support from the European Commission. This communication reflects the views only of the author, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein"



586418-EPP-1-2017-1-MA-EPPKA2-CBHE-JP

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

